

Comprendre la politique agricole commune (PAC)

Point fort de cette formation

Devenir un·e référent·e sur cette politique complexe, et inciter à une orientation plus «-verte» des aides au niveau local

Objectif principal

Saisir les mécanismes de la Politique Agricole Commune (PAC) afin d'en maîtriser les enjeux, de comprendre sa gestion locale et être force de proposition sur son territoire.

Objectifs opérationnels

- Comprendre les évolutions de la PAC, de ses origines à aujourd'hui.
- Identifier les mécanismes de fonctionnement et d'attribution des subventions de la PAC.
- Repérer les outils, acteurs et dispositifs permettant une gestion locale adaptée aux enjeux de son territoire.

Contenu

La PAC dans l'Europe

- Rappel historique : de 1957 à la PAC 2014-2020.
- L'articulation avec les autres politiques européennes.

Le verdissement de la PAC : mythe ou réalité ?

Le fonctionnement de la PAC

- Le financement de la PAC.
- Mécanismes : type d'intervention (aides et subventions, quotas, compensations...), organisation (OCM, FEAGA et FEADER), "une PAC, deux piliers", le principe de conditionnalité des aides.

Les collectivités locales et la PAC

- Rôle des différents acteurs dans la gestion des fonds.
- Les dispositifs d'attributions des aides.



- Les outils à disposition pour une meilleure préservation de l'environnement.

Méthode pédagogique et pré-requis

- Alternance d'apports théoriques et de mises en pratique.
- Cette formation ne nécessite pas de pré-requis.
- Les stagiaires seront évalués en début et en fin de formation sur leur maîtrise de l'outil.

Intervenant-e

Expert·e reconnu·e sur les questions agricoles.

Format

Une journée (6 heures).

Public cible

Elu·es et collaborateur·trices d'élu·es, agents de la fonction publique, acteur·trices travaillant avec les collectivités locales (structures privées, associatives...).

Pour les personnes en situation de handicap: contacter
le référent
Cédis.

Inscriptions

Pour les élu·es :
modalités de financement et d'inscription

Pour les agents de la fonction publique, les salarié·es, ou autres :
modalités de financement et d'inscription.

